14e année
numéro 279

la révolution prolétarienne

25 Septembre 1938
prix : 2 francs

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Tél.: **BOTzaris 21-02**

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 279

(25 septembre 1938)

Impressions

Je viens de passer deux jours en pays sudète. Un jour à Karlsbad, et un jour à Komotau, deux villes qui sont en état de siège, ou, plus exactement, de « standrecht » (1), à la suite de manifestations qui s'y sont produites après la clôture du congrès de Nuremberg. Je vous envoie en hâte quelques impressions.

Karlsbad : sur la rive droite de la rivière se serre la grande station thermale où les richards du monde entier viennent chercher la guérison, mais, sur le plateau qui domine la rive gauche, s'étend également une importante cité industrielle : verrerie et céramique.

A une quarantaine de kilomètres au nord-ouest, mais toujours au pied des Monts Métalliques, limite de la Bohême : Komotau. Cité métallurgique où la grande entreprise allemande de fabrique de tuyaux Mannesmann et la fonderie d'aciers fins de la Poldi Hütte occupent, à elles seules, près de 4.000 ouvriers.

Ce sont, l'une et l'autre, des villes purement allemandes; Karlsbad surtout : on n'y parle qu'allemand, les enseignes de boutiques sont exclusivement allemandes; la tristesse aussi y est allemande, et aussi cette absence de toute élégance, soit naturelle soit recherchée, qui contrastent si fort avec l'enjouement et l'élégance naturelle de Prague la slave. A Komotau, la population est peut-être un peu plus mélangée : sur 37.000 habitants, il y a 7.000 Tchèques. Les Tchèques sont là depuis peu. Les plus anciens sont des ouvriers que firent venir avant la guerre les propriétaires allemands des mines de lignite, qui ne trouvaient pas sur place la main-d'œuvre nécessaire; les plus récents sont les fonctionnaires et employés des services publics, nommés ici par Prague depuis 1918. A Komotau aussi, les enseignes des boutiques sont exclusivement allemandes, à quelques rares exceptions près. Un très petit nombre est bilingue. Mais il y a aussi un café — un seul — qui est tchèque. Sa façade n'arbore fièrement que des inscriptions tchèques. Les clients y sont tchèques, on n'y lit que des journaux tchèques. C'est un bastion.

⁂

La première impression que l'on éprouve à Karlsbad — j'entends, bien entendu, sur la rive gauche, dans la rive ouvrière — c'est celle d'une misère effroyable. Pas un homme, pas une femme, jeune ou vieux, qui ne soit terriblement maigre, les traits tirés, vieillis avant l'âge, très pauvrement vêtus, — des sous-alimentés manifestement, et qui ne le sont pas seulement depuis hier. C'est que Karlsbad est, je le répète, la ville de la verrerie et de la céramique, c'est-à-dire des deux grandes industries qui, avec celle du textile, ont été le plus touchées par la crise, une crise qui n'est pas seulement la crise cyclique. Le chômage y est considérable et chronique.

Sans doute est-ce pour cela, en partie tout au moins, que la manifestation qui s'y est produite dès lundi soir, aussitôt après le discours d'Hitler, fut particulièrement violente. Sauf au cœur de la station thermale, toutes les glaces des magasins juifs ont été brisées... et cela en fait beaucoup. Peut-être a-t-on brisé aussi les vitres des magasins tchèques, mais ceux-ci, s'ils existent, doivent être très peu nombreux; personnellement, je n'en ai pas vu. Par contre, les quelques inscriptions tchèques figurant, à côté des inscriptions allemandes, sur les bâtiments officiels ou semi-officiels, ont été, assez souvent, barbouillées. Le magasin central de la Coopérative de consommation socialiste, ainsi que l'une de ses boutiques de vente au détail située à côté ont eu leurs vitres respectées; on s'est contenté de peindre sur le mur deux grandes croix gammées que les socialistes ont naturellement barbouillées aussitôt à leur tour. Respectés aussi l'imprimerie et le siège local du parti social-démocrate. En somme, l'émeute — le mot est d'ailleurs, sans doute, un peu gros — paraît avoir eu surtout un caractère antisémite.

En tous cas, voici trois jours pleins que le « standrecht » a été proclamé, et tout est, maintenant, parfaitement calme. Le « standrecht » comporte l'interdiction d'être dans les rues sans motif après neuf heures du soir, et l'interdiction des attroupements de plus de trois personnes. Dès avant neuf heures, il n'y a plus un chat dans les rues, et on ne voit, pour ainsi dire, plus une lumière aux fenêtres : la ville est aussi morte qu'un petit trou de province à deux heures du matin. Quant aux attroupements, personne n'a envie d'en faire. Cette fantastique « discipline » allemande, cette absence totale de tout besoin de « rouspéter » est vraiment stupéfiante.

Le jour même de ma venue, à la suite de la proclamation de Henlein demandant l'annexion au Reich, le gouvernement avait décrété la dissolution du parti des Sudètes et de ses organisations annexes. En conséquence on procéda toute la journée à la fermeture des sièges de ces organisations et à l'enlèvement des grandes pancartes qui étaient sur leurs murs, portant le nom de l'organisation ou l'emblème henleinien (emblème de dessin très compliqué rappelant la croix gammée par

---

(1) En France on a l'état normal ou l'état de siège. En Tchécoslovaquie, il existe trois états d'exception, la gravité des mesures augmentant de l'un à l'autre. Le « standrecht » est le second de ces états; tous les délits doivent être jugés en 48 heures, mais ils restent de la compétence des tribunaux civils. C'est le troisième état seulement qui correspond à peu près à notre état de siège.

l'allure, plus tourmentée encore, de ses lignes). Eh bien! ces opérations qui se firent en plein jour, dans les artères les plus fréquentées, au cœur d'une ville où 90 à 95 % au moins des habitants sont partisans d'Henlein, ne soulevèrent aucune protestation. Chacun suivait sa route sans murmurer : on passait sans rien voir. Lorsque, en bon badaud de Français, il m'arrivait de m'arrêter pour regarder, et que, conformément au réflexe moutonnier habituel en tout pays, deux ou trois personnes faisaient mine aussi de s'arrêter, il suffisait d'un unique « Circulez! » proféré à voix haute par l'un des quelques soldats, pas tous armés d'ailleurs, qui faisaient l'opération, pour que chacun se hâte de repartir.

A vrai dire, cette discipline n'est peut-être pas tant une discipline à l'égard des ordres de l'autorité légale qu'à l'égard des ordres du « parti ». Tout le monde, en effet, se rend parfaitement compte que l'affaire ne dépend pas des Sudètes, mais du Reich allemand; l'issue de la bataille ne sera pas déterminée par les manifestations ou les réactions de la population allemande de la Bohême, mais par l'action ou l'inaction des troupes du Reich. Dans ces conditions, il est inutile de fatiguer et de faire décimer ses troupes. Henlein a donc donné le mot d'ordre de déserter la rue. Il l'a donné, du moins, expressément à Eger où, l'avant-veille, après les graves incidents qui s'étaient passés, la consigne avait été donnée à toute la population de rester chez soi. Il la donna également à Reichenberg, le grand centre textile, où, pour ce jour même, avait été décrétée une grève générale d'une demi-journée (2), durant laquelle on devait aussi faire la « grève de la rue » : ne pas sortir. Il est probable que les consignes extrêmes données en ces deux villes ne sont que l'application d'un mot d'ordre plus général : éviter toutes bagarres, pour le moment du moins.

Quant aux chefs, ils se sont mis, eux aussi, à l'abri; les uns sont, paraît-il, en Allemagne, et les autres on ne sait où.

Ainsi le gouvernement paraît s'être rendu absolument maître de la situation, et, somme toute, à peu de frais.

Mais regardons à nouveau, si vous voulez bien, ces magasins de Karlsbad, aux vitres brisées, ceux du moins dont les vitrines ne sont pas déjà vides. Nous y voyons, derrière les rideaux partiellement baissés, et sous l'œil ironique des voisins et voisines qui se cachent à moitié, des gens s'affairer, patrons ou employés. Ils emballent; ils emballent toute leur marchandise, et, le soir venu, des camions, les uns automobiles, les autres à chevaux, viennent charger de lourdes caisses. Ce sont les commerçants juifs qui déménagent; juifs allemands, ils vont chercher un refuge pour eux et pour leurs biens en pays tchèque, aussi bien le petit boutiquier, homme ou femme, qui est son propre employé, que la succursale de la grande maison de nouveautés, Ephraïm Lœbe.

L'apparence est que la victoire de l' « ordre » est totale, mais la réalité est telle que les profiteurs de cet ordre s'empressent de partir.

⁂

A la différence de Karlsbad, Komotau est une ville de métallurgie. Différence importante, car la métallurgie, elle, ne chôme pas; au contraire! Donc, pas de chômeurs à Komotau, et cela depuis pas mal de temps. Aussi y sent-on moins la misère. Certes, ce n'est pas la richesse, ni même l'aisance, mais il semble tout de même, à voir les visages, que le travailleur y mange à peu près à sa faim.

Or, contrairement à la thèse de ceux qui voient dans la crise la raison du succès d'Henlein auprès de la classe ouvrière, cette différence dans la situation économique ne s'est pas traduite par un cours différent de la situation politique. Ici comme à Karlsbad, comme dans toute la région allemande de la Bohême, pratiquement toute la population allemande est henleinienne. Le parti social-démocrate comprenait ici, autrefois, la moitié de la ville; ils ne sont plus maintenant qu'une poignée. La chute a été verticale. Et ces anciens socialistes ne se sont pas contentés de se retirer sous leur tente; les ouvriers de Mannesmann et de la Poldi Hütte sont maintenant chez Henlein.

Une proclamation est affichée sur les murs; elle émane du parti social-démocrate allemand (3) de Tchécoslovaquie, mais aucune mention du parti n'y est faite, elle est simplement signée, comme si elle lui était personnelle, de son président : « le député Iasch ». Affiche habile et émouvante. Il y est dit que, pour nous autres, Allemands des Sudètes, l'heure est sonnée d'obtenir l' « égalité des droits » (*Gleichberechtigung*), que cette égalité, nous pouvons l'obtenir sur l'heure *sans guerre*. La guerre sera un désastre, car elle dressera le monde entier contre le peuple allemand. Les jeunes peuvent être séduits par l'idée de guerre, mais nous, hommes faits qui avons déjà versé notre sang sur les champs de bataille et connaissons toutes les horreurs de la guerre, les gaz, les villages brûlés, etc.,

(2) Les journaux tchécoslovaques ont publié un communiqué déclarant que le mot d'ordre henleinien n'avait pas été suivi. N'étant pas à Reichenberg ce jour-là, je ne sais ce qu'il en a été réellement.

(3) On sait que déjà, avant guerre, les différentes nationalités qui composaient l'Autriche-Hongrie avaient chacune leur parti socialiste. Les choses sont restées en l'état dans l'actuelle Tchécoslovaquie où existent deux partis social-démocrates, le parti allemand et le parti tchèque. Les deux partis appartiennent tous deux à l'Internationale Ouvrière; ils ne sont séparés par aucune différence de doctrine ou de tactique, mais seulement par une différence... de nationalité. Il en est de même d'ailleurs pour les syndicats.

nous devons la repousser étant donné que, sans elle, l'« égalité des droits » (le mot revient comme un leitmotiv) est maintenant chose faite.

Personne cependant n'avait l'air de prendre garde à cette affiche, toute fraîche apposée. Comme nous nous arrêtions pour la déchiffrer, deux ou trois ouvriers s'arrêtent eux aussi, mais ce ne fut que pour la parcourir rapidement et ils continuèrent leur chemin d'un air souverainement indifférent sans avoir daigné prêter réellement attention à cette proclamation qui émanait pourtant de ce qui avait été peut-être leur propre parti, et qui était, encore, en tout cas, il y a à peine deux ou trois ans, celui de leur classe. Comme le bourgeois de sa ville, comme le chômeur de Karlsbad, comme tout Allemand de Bohême, l'ouvrier métallurgiste de Komotau n'attend qu'une chose : la venue du libérateur, la venue du Messie, l'arrivée de Hitler, que, depuis une semaine, chacun annonce pour un jour donné, et que chacun espérait, encore tout récemment, ne devoir pas entraîner la guerre.

A Komotau, les incidents de rue se sont produits plus tard qu'à Karlsbad et n'y ont pas eu la même gravité. Les vitres de tous les magasins y sont encore intactes. Aussi le « standrecht » n'y date-t-il que de l'avant-veille, et n'y est-il guère perceptible. Je ne m'en serais pas aperçu si je n'avais rencontré une patrouille de policiers faisant enlever les photos d'Henlein d'une devanture de libraire, et surtout si je n'avais déjeuné en même temps qu'une dizaine de policiers au café tchèque dont j'ai parlé, car bien entendu, tous les policiers, ainsi que les soldats, récemment envoyés dans la région, sont uniquement tchèques. Nous sommes le samedi après-midi : des jeunes gens et jeunes filles vendent dans la rue un insigne au bénéfice des sourds-muets, et la place centrale, rendez-vous de la population, présente, nous assure-t-on, son animation coutumière.

Cependant, malgré l'absence de troubles sérieux, ici comme à Karlsbad, les Juifs sont partis. En revanche, les Tchèques sont restés, et aussi le petit groupe de ce qui reste de socialistes parmi les Allemands. La veille, les journaux du parti social-démocrate allemand ont publié un ordre du président déclarant destitué *ipso facto* tout fonctionnaire ou homme de confiance du parti qui abandonnerait son poste. S'il y avait lieu de se retirer, le parti en donnerait ordre en temps utile.

A en juger par ce que j'ai vu, un tel avis n'était peut-être pas indispensable; chacun fût resté de lui-même, spontanément, à son poste. A l'heure qu'il est, il ne doit plus rester dans le parti que les purs et les convaincus; les combinards et affairistes ont, sans doute depuis longtemps, été là où portait le vent. Aussi est-ce avec une tranquille résolution, sans forfanterie et sans dramatiser, sans se départir même de sa bonne humeur, que cette poignée d'hommes et de femmes (4), placée à 50 kilomètres de la frontière allemande, au milieu d'une population ennemie, reste là, sans, très certainement, pouvoir faire grand'chose, mais, au moins, pour sauver l'honneur.

Sauver l'honneur dans la situation la plus tragique qui soit : celle d'hommes contraints de lutter contre ce qu'ils avaient réclamé. Les socialistes allemands des Sudètes avaient réclamé, au lendemain de la guerre, avec Otto Bauer et les socialistes autrichiens, le rattachement de leur pays allemand à un Etat allemand; ils se rendent parfaitement compte (au moins certains d'entre eux) que tout ce qui arrive aujourd'hui n'est que la conséquence, la conséquence logique et inévitable, du fait que leur revendication d'alors n'a pas été acceptée; que la situation terrible dans laquelle se débattent aujourd'hui les démocraties française et tchèque provient de ce qu'infidèles à leurs principes, elles ont voulu, sous le prétexte fallacieux d'augmenter leur puissance (sur le papier), faire de l'Etat tchécoslovaque non un Etat national, tchèque et slovaque, mais une nouvelle Autriche-Hongrie rassemblant dans ses parties toute une concentration de nationalités. « Nous payons les fautes de 1919 et de 1920 », m'a-t-on assuré. Quelle tragédie ! Risquer aujourd'hui sa vie pour couvrir les « fautes » que l'on n'a non seulement pas commises, mais que l'on a dénoncées; se trouver aujourd'hui solidaire, par devoir, de ce que l'on avait flétri, pour que les conséquences s'en déroulent d'une manière telle qu'il serait déshonorant d'agir autrement.

Nous avons dénoncé suffisamment souvent la lâcheté politique de la social-démocratie, pour ne pas nous empresser de rendre hommage, en cette occasion, au courage personnel de ses membres, les sociaux-démocrates allemands restés au front des Sudètes.

Prague, le 18 *septembre* 1938.

R. LOUZON.

---

(4) On m'avait dit à Prague que les femmes et les enfants des socialistes avaient été expédiés sur Prague. Je ne sais s'il en a été ainsi pour les enfants, mais, pour les femmes, je les ai vues à leur poste : aux bureaux de leur parti, ou à leur foyer, à côté de leur mari, et sans plus d'angoisse que lui.

Dans l'évolution présente du conflit tchécoslovaque, le congrès des syndicats du Livre de la 18e région fédérale (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise) déclare qu'aucune concession n'est excessive pour empêcher la guerre, car le plus mauvais accord vaut mieux, pour la classe ouvrière, qu'une guerre, même « victorieuse ».

On étouffe l'affaire Klement

La déposition de Pallières.

Publiée par les journaux le 1er septembre, au moment où, après deux reconnaissances formelles du cadavre décapité de Meulan, l'enquête paraîssait devoir s'orienter sur l'enlèvement de l'ancien secrétaire de Trotski, cette déposition servit à torpiller l'affaire. L'amie de Léon Sédov ne reconnaissait pas la dépouille, telle fut la note donnée par toute la presse. Nous apprenons que Mlle Jeanne de Pallières a en réalité constaté, elle aussi, la grande ressemblance des mains de l'assassiné de Meulan et de celles de Klement. Elle a adressé à la presse une lettre rectificative, protestant contre l'interprétation plus que tendancieuse donnée à son témoignage; mais cette lettre n'a été publiée nulle part...

Nouveau témoignage. Nouvelles diversions.

Le 11 septembre, les *Dernières Nouvelles*, quotidien russe de Paris, publient que

» M. Malet, demeurant 224, rue de Vanves, a demandé à voir le tronc repêché à Meulan. Après l'avoir longuement examiné, ce témoin a déclaré reconnaître Klement avec lequel il a vécu pendant plusieurs mois. Léon Malet a fourni à la police des renseignements importants...

...Il apparaît vraisemblable que les horribles restes trouvés à Meulan soient ceux de l'ancien secrétaire de Trotski et secrétaire administratif de la IVe Internationale... »

Presque toute la presse fait le silence sur ce nouveau témoignage capital. *Ce Soir* avait lancé la piste du cheminot Madiec. Madiec vient d'être retrouvé vivant. La feuille de MM. Aragon et Jean-Richard Bloch avait annoncé une révélation sensationnelle : rien ne s'est produit. Maintenant, elle se tait, bien sûr.

Le jour même du témoignage Malet, le *Populaire, qui le passe sous silence*, écrit que Madiec a été retrouvé et ajoute :

« Certes, on a parlé de Klement. Les vérifications à ce supet se poursuivent. Mais la police suivrait une autre piste qui confirmerait la thèse d'un crime du milieu... »

Une thèse entièrement nouvelle, du reste. Quiel intérêt a-t-on, au *Populaire*, journal socialiste, à couvrir le Guépéou ?

Le cheminot Madiec, se montre le 15; *Paris-soir* publie sa photo : il est bien vivant. *Paris-soir*, le 16 septembre, écrit :

» Madiec retrouvé, il reste à identifier l'homme, dont le corps mutilé fut repêché à Meulan. Il n'est toujours pas établi qu'il s'agit de l'ex-collaborateur du fils de Trotski, Klement.

A la brigade mobile, on suit actuellement une nouvelle piste qui est, dit-on, très sérieuse; mais on garde sur elle le secret *le plus absolu*.

— D'ici vingt-quatre heures, nous dit-on seulement, il pourrait y avoir du nouveau. »

Le *Populaire* du même jour renchérit (pourquoi ?) :

Madiec, convoqué depuis le 12 septembre pour accomplir une période de réserve, a rejoint la caserne hier matin.

Mais tout ceci ne doit pas nous éloigner du crime de Meulan. Il n'est toujours pas établi que le corps mutilé repêché de l'eau est celui de Klement, ex-collaborateur de Trotski.

La police mobile a même abandonné cette piste pour en suivre une autre, sérieuse, semble-t-il. Drame du milieu, réglement de comptes ? Pourquoi pas ? »

Pourquoi pas n'importe quoi, en effet, n'importe qui ? Depuis rien n'est venu sur la nouvelle piste sérieuse, comme il fallait s'y attendre. Il est d'ailleurs faux que la police ait abandonné la piste Klement. Seulement, elle préfère n'en point parler; elle a ses raisons.

Il faut bien rappeler que, comme l'*Humanité* (mais ça c'est naturel), l'organe socialiste n'a pas même mentionné l'enlèvement de Rudolf Klement; de même qu'en son temps, il avait, sur l'assassinat d'Ignace Reiss donné au long des semaines les versions les plus fantaisistes, alors que la vérité — qu'il admit plus tard — était connue.

L'unité d'action avec les communistes ne commande pourtant pas une attitude aussi fausse et aussi dangereuse vis-à-vis des crimes du Guépéou; pas plus que le pacte franco-soviétique ne saurait couvrir des assassinats commis en France et en Suisse par la police secrète de Staline. On s'étonne d'avoir à énoncer ces vérités premières. Si la situation internationale et sociale se corse encore, de quel prix ces bizarres complaisances envers les gangsters les plus puissants du monde ne seront-elles pas payées ?

UN TÉMOIN.

Adieu à Barthélemy de Ligt

Barthélemy de Ligt est mort : une dépêche m'apportait cette noire nouvelle il y a déjà plusieurs semaines... Mort tout à coup, jeune encore — à moins de cinquante-cinq ans, je crois, — en pleine activité. Il avait été pendant la guerre l'organisateur des objecteurs de conscience en Hollande où ils furent des milliers. Depuis, il continuait son action de socialiste libertaire, attaché avec un idéalisme tenace et fortement armé de sens pratique à la paiz et, dans la lutte révolutionnaire, à la non-violence. Faisant ainsi figure d'anticipateur d'un avenir que peu d'hommes réussissent à voir poindre dans le chaos du temps présent, mais qui semble tout de même plus probable que le suicide de la civilisation. De Ligt offrait l'exemple rare d'une conviction claire et ferme, sans sectarisme, servie par un courage éloigné de toute recherche d'effet et par une intelligence accoutumée à serrer au plus près la réalité. De l'œuvre qu'il laisse, l'essentiel est sans doute durable. Plusieurs de ses livres ont été traduits en français. Ainsi *La Paix créatrice*, histoire des principes et des tactiques de l'action directe contre la guerre (chez Rivière) et *Pour vaincre sans violence*, réflexions sur la guerre et la révolution (chez Mignolet et Stolz). Au temps du canon, des dictatures totalitaires et, de l'homme des masses baillonné, dopé, berné, fusillé, cette pensée-là demeure une force utile et grande; elle s'unit à la pensée ouvrière qui ne saurait, elle, renoncer à toute violence... Adieu, de Light! Vous partez au moment où le monde a le plus besoin d'hommes tels que vous. Mais votre seul souvenir fait contrepoids à tant de bassesse et d'aveuglement ! Vous avez montré qu'on peut vivre utilement.

VICTOR SERGE.

Notes sur la Palestine

Depuis deux ans, les Arabes de Palestine ont perdu plus de 3.000 des leurs dans la lutte pour l'indépendance de leur pays; des milliers d'autres ont été emprisonnés, forcés de s'expatrier, envoyés, par mesure administrative, aux îles Seychelles, sous l'Equateur. Rien qu'en juillet dernier, il y eut 767 Arabes et Juifs tués et blessés. Cependant que les sionistes, pour montrer leur amour du « peuple » dont ils osent se proclamer les défenseurs contre les nobles, les « efendis », jettent des bombes sur les masses populaires arabes, en plein marché.

Attribuer aux « excitations étrangères » un mouvement d'une telle ampleur et d'une telle profondeur, et qui, par ailleurs, se relie de la façon la plus directe à toute cette immense vague d'agitation contre l'impérialisme qui n'a cessé depuis la guerre de déferler sur le monde musulman, de Marrakech à Bagdad, est un enfantillage. Les notes qui suivent ont pour but de fixer quelques points de repère pour ceux qui veulent savoir autre chose sur la Palestine que ce qu'en permet de connaître la presse ploutodémocratique.

Le sionisme a privé les paysans de leurs terres et les artisans de leur travail

En s'installant en Palestine, l'anglo-sionisme a fait ce qu'a fait le capitalisme dans toutes les colonies : il a détruit les cadres de la société indigène afin de se procurer les prolétaires indispensables pour la mise en œuvre de ses capitaux: le paysan arabe palestinien a été privé de sa terre, et l'artisan, réduit à la misère par la production industrielle, n'a plus pu se servir de son outil.

Quelques chiffres à cet égard : dès 1930, sir John Hope Simpson estimait que 30 % des paysans arabes étaient sans terres et qu'il n'y avait donc plus de place pour personne; M. French et le propre expert des sionistes, sir John Campbell aboutirent au même résultat. Par ailleurs, on estimait, à cette même époque, que la superficie moyenne de terres possédée par une famille était de 91,9 dunams (1) alors qu'il lui fallait pour vivre un minimum de 150 dunams.

Malgré tout cela, les immigrés juifs continuèrent à arriver massivement :

En 1933, il y en eut 30.327; en 1934, 42.359; en 1935, 61.854; en 1936, 29.727 (2).

Dans la plaine de Jezréel (Esdraelon), où on n'a pas hésité à vendre aux sionistes de la terre en quantités considérables, 309 familles arabes sur 688 étaient sans terres.

Ces terres étaient vendues par les propriétaires absentéistes par-dessus la tête du paysan occupant, qui ne recevait qu'une indemnité dérisoire : 17 livres palestiniennes (3), pour une famille de 5 personnes, dans la plaine de Jezréel.

Ces riches propriétaires qui avaient ainsi vendu leurs terres furent d'ailleurs considérés comme de véritables traîtres par leurs compatriotes, et la plupart durent s'enfuir de Palestine.

Une conséquence de la substitution de l'immigré juif au paysan arabe fut de diminuer l'importance des cultures vivrières, celles qui servent à l'alimentation même du cultivateur et qui sont par suite les plus utiles à son bien-être : ainsi la production de blé, de lentilles, de pois chiches est tombée de 143.000 tonnes en 1921 à 128.000 tonnes en 1935. Quant aux cultures de l'exportation, la principale, qui est celle des oranges, a été l'objet d'une telle surproduction que les Arabes sont maintenant obligés de vendre pour rien leurs magnifiques oranges de Jaffa.

En ce qui concerne les industries indigènes, la cordonnerie compte parmi les plus touchées. C'est à son propos qu'a débuté le mouvement syndicaliste. Il s'agissait d'empêcher les souliers de Bata d'entrer en Palestine à un prix qui signifiait la ruine pour les artisans indigènes. Une coopérative de cordonniers fut créée à cette occasion, mais elle fut ruinée par les sionistes qui en achetèrent les membres en leur offrant des salaires considérables, ce après quoi, ils firent de la propagande pour un soulier allemand, le soulier « Salamander ».

Une autre industrie indigène importante, celle du savon arabe de Naplus, qui avait exporté pour 200.000 livres palestiniennes en 1930, n'exportait plus que pour 70.000 livres en 1934.

De même l'industrie de Mother of pearl est tombée d'une valeur de 70.000 livres palestiniennes à 5.000.

Au total, la balance commerciale du pays est terriblement déficitaire : en 1937, les importations atteignirent 15.903.000 livres contre seulement 5.820.000 livres pour les exportations. Situation ruineuse pour un pays neuf qui n'a pas comme les vieux pays occidentaux, à compter sur le revenu de ses capitaux placés à l'étranger, ou le fret de sa marine marchande.

Le déficit du budget 1937-1938 est de 2.417.000 livres.

En ce qui concerne les salariés, les Arabes jouissent, bien entendu, de conditions très inférieures à celles des salariés sionistes.

D'abord ils trouvent très difficilement du travail, car tous les Juifs qui entrent en Palestine sont obligés de signer une déclaration par laquelle ils s'engagent à boycotter les ouvriers arabes. Aussi ne faut-il pas s'étonner de ce que, selon le propre journal sioniste *Davor*, là où il y avait autrefois 200 ouvriers arabes et 50 Juifs, il y a maintenant 200 Juifs et 70 Arabes.

Ensuite, lorsqu'ils parviennent à s'embaucher, ils ne peuvent le faire qu'en acceptant des salaires beaucoup plus bas que ceux donnés aux Juifs. Voici à cet égard quelques chiffres relatifs à 1934 pris dans le *Livre Bleu de la Palestine* (les salaires sont indiqués en shillings palestiniens) :

Métiers	Salaire de l'indigène	Salaire du sioniste
Laboureur	1/6 à 2/6	5 à 7
Cueilleur d'oranges	2/6 à 4	4 à 5
Tailleur d'arbres	3 à 4	5 à 6
Typographe	3/6 à 4	5 à 9
Ouvrier du bâtiment	2 à 5	6 à 8

On voit que le salaire de l'immigré juif est toujours de 50 % au moins supérieur à celui du travailleur arabe indigène, et que, dans certaines professions, il va jusqu'au triple.

Ces salaires indigènes sont extrêmement bas; ils permettent juste de ne pas mourir de faim; aussi 30.000 travailleurs indigènes doivent-ils vi-

(1) Le dunam vaut un quart d'un acre.
(2) *Migration Report* de M. Mills.
(3) La livre palestinienne vaut 17 s. 6 p. 7/8.

vre dans des cahutes faites de vieux bidons de pétrole.

Les programmes

Au point de vue politique, la situation se présente ainsi :

Durant la guerre, les Anglais, pour s'assurer le concours des Arabes contre les Turcs, promirent la Palestine an shérif Hussein, de La Mecque (correspondance McMahon-Hussein de juillet à octobre 1915), le shérif acceptant, de son côté, afin de ne pas briser le front anglais, de ne pas demander la côte syrienne « pendant la durée de la guerre ».

Cependant, la guerre finie, la Grande-Bretagne, en violation formelle de ses engagements, se fit arroger un « mandat » sur la Palestine et promit aux Juifs, par la voix de Lord Balfour, de faire de la Palestine un foyer sioniste. Enfin, aujourd'hui, sous prétexte d'accomplir son mandat, elle propose de diviser la Palestine en quatre : la moitié nord aux Juifs, un corridor conduisant de Jaffa à Jérusalem, aux Anglais, le reste aux Arabes. Cela mettrait 300.000 Arabes sous la dépendance des Juifs, 80.000 sous celle de l'Angleterre, 570.000 restant indépendants.

Le corridor divisera les terres juives de la côte en deux. Le terrain juif sera comme la République libanaise.

Cela ne satisfait d'ailleurs pas encore les Juifs qui veulent qu'on leur assure la possession de la Mer Morte dans le Sud de la Palestine, à cause de ses riches gisements de potasse, dont Lord Samuel estime la valeur à 800 millions de livres sterling, soit près de 150 millions de francs. Le magnat juif anglais, Lord Melchet (de l'Imperial Chemical Industries), l'âme du sionisme britannique, veut, lui, toute la Palestine afin de la peupler de 3 millions de Juifs (au lieu des 420.000 actuels), nombre qu'il estime indispensable pour assurer la domination anglo-juive. Avec l'aile fasciste du sionisme, les Juifs « révisionnistes » de Jabotinsky, qui veulent « refouler les Arabes au désert d'où ils viennent », il prétend aussi annexer la Transjordanie (4), le pays arabe encore indépendant, limitrophe de la Palestine.

Quant aux indigènes arabes, ils affirment, d'accord en cela avec tous les géographes (5), que la Palestine n'est pas un pays distinct, qu'elle n'est que la province sud de la Syrie, et qu'elle doit, par suite, faire partie intégrante de cet Etat. Ils affirment aussi que, conformément au droit musulman, les terres y sont inaliénables.

Ils ne sont pas antijuifs, ni sur le terrain « racial », ni sur le terrain religieux — leur délégation à Londres l'a proclamé le 1er juillet 1936 — mais ils demandent l'égalité de droits avec les Juifs, et, pour cela, ils leur offrent la constitution d'un gouvernement national comportant la représentation proportionnelle et l'autonomie communale. En bons colonisateurs et « prépondérants », comme diraient les Français de Tunisie, les Juifs refusent.

Les partis arabes

En dehors des grands propriétaires qui ont vendu leurs terres aux sionistes et qui se sont enfuis, et de quelques traîtres qui ont été exécutés, le mouvement arabe se divise en deux partis : d'une part, un parti modéré, composé de bourgeois et de féodaux : c'est le *Nashashibi Defence Party*, dont le journal est *Palastin;* le maire de Jaffa en est le principal représentant. Mais ce parti a été, d'autre part, rapidement débordé par un parti plus radical, le *Parti National* du mufti de Jérusalem, Jamaal Hussein. Ce parti comprend des Arabes de toutes confessions, *y compris les chrétiens;* l'un de ses principaux chefs est un chrétien arabe, le Docteur Tanaous, actuellement délégué du parti à Londres. Ce parti national s'appuie sur les ouvriers et les paysans qu'il aide dans leurs luttes revendicatives. L'une de ses principales tâches est de maintenir le front unique entre les Arabes chrétiens et musulmans (6), que les sionistes font tout pour diviser, s'essayant à faire massacrer les chrétiens par les musulmans.

En dehors de ces organisations politiques, il existe depuis 1931 une importante organisation syndicale arabe, l'*Arab Labour Federation* (Fédération Arabe Ouvrière) dont les principaux syndicats sont à Jaffa et à Haïfa, surtout dans la première de ces villes. Cette organisation comprend 7.000 syndiqués, mais elle exerce également une forte influence sur certains villages paysans, dont 27 environ sont à peu près entièrement sous la direction de leurs délégués.

Ces syndicats sont l'œuvre de deux chrétiens arabes, l'ingénieur Mitri, qui devait être assassiné en 1936 par un Arabe à la solde des sionistes, et un instituteur, ancien boulanger, George Mansour. Mitri avait consacré toute sa fortune à la création de cette organisation dont il entretenait entièrement à ses frais le siège central.

Les événements

1935. — En octobre 1935, les syndicalistes arabes déclenchèrent (contre la volonté des chefs nationalistes) une grève contre l'importation d'armes par les sionistes.

1936. — En avril 1936, après que deux syndicalistes arabes avaient été assassinés, et alors que l'immigration juive avait augmenté de 50 % d'une année à l'autre, et que l'Histadruth (l'organisation syndicale sioniste) intensifiait son boycott contre les ouvriers arabes, les syndicalistes demandèrent l'aide des nationalistes pour déclencher une grève générale contre l'immigration juive.

La grève dura 178 jours. Elle fut vigoureusement soutenue par le Parti National. Le mufti de Jérusalem et ses amis fournirent la farine aux grévistes.

Le gouvernement concentra 30.000 hommes de troupes. A Jaffa, sous prétexte d' «hygiène» et des «nécessités de la défense», on fit sauter les maisons de tout un quartier arabe, ne laissant à leurs occupants que de 24 à 48 heures pour partir, avec, en tout, comme indemnité, une somme de 5 pence par jour pendant sept jours ! 6.000 Arabes furent ainsi mis à la rue du jour au lendemain. L'un d'eux ayant attaqué l'administration devant les tribunaux, le juge, un Anglais, M. Mac Donell, eut l'honnêteté de déclarer que les motifs invoqués par le gouvernement étaient faux, ils n'étaient qu'un « écran de fumée d'hypocrisie » (smoke-screen of hypocrisy).

1937. — La décision du gouvernement anglais de nommer une commission (la commission présidée par lord Peel) pour étudier les réformes à apporter à l'exercice du mandat, ramenèrent un

---

(4) Voir son livre « Ton voisin ».

(5) Voir, par exemple, la récente *Géographie Universelle* de chez Colin, où la Palestine n'est qu'un paragraphe du chapitre intitulé *La Syrie.* (*Asie Occidentale* par R. Blanchard).

(6) Il y a actuellement en Palestine 70.000 Arabes chrétiens et 650.000 musulmans.

peu de calme. Mais, le 26 septembre 1937, le représentant du gouvernement à Nazareth, un Anglais, M. Andrews, est tué.

Alors, c'est la terreur.

La loi martiale est proclamée : toute personne trouvée en possession d'une arme peut, pour ce simple fait, être condamnée à mort par un tribunal militaire. En vertu de cette loi, un vieillard de 75 ans, le cheikh Farhan es Sadi, est pendu parce qu'il avait été trouvé en possession d'un Mauser et de cartouches (*Times* du 24 novembre 1937). Le 25 janvier, trois autres Arabes sont pendus pour le même délit, mais en même temps, deux Juifs trouvés également en possession d'armes, Ephraïm Brin et Abraham Aziz Jacob, ne sont condamnés respectivement qu'à trois mois et six mois de prison !

A Haïfa, la police arrête deux Arabes, Lufti et Abduftalah el Tartouzi, et les maintient pendant des heures sous des douches d'eau glacée. Pendant que les policiers vont chercher leur dîner, l'un des deux torturés parvient à se sauver, à monter sur le toit et se suicide en se jetant dans le vide.

Un autre jour, la police s'empare du propriétaire d'un café, le suspend par les jambes à un pont au-dessus d'un précipice, le menaçant de l'y laisser tomber s'il ne dénonce pas où se cachent les « bandits ».

A Jaffa, les troupes arrosent avec des mitrailleuses les terrasses des maisons. Deux Arabes qui dormaient sur leurs terrasses, Izzat Ibn Wardah et Salim Abyad, sont tués.

Le 19 février 1938, un régiment anglais détruit toutes les demeures du village de Igzim et s'empare des troupeaux.

Le 2 mars 1938, on détruit pareillement le café central de Haïfa, dont un employé est grièvement blessé.

Il ne reste plus rien du village de Endor où déjà, en août 1936, on avait détruit l'importante maison d'un grand propriétaire, Rafi Bey el Fahoum, dont le seul crime était de donner l'hospitalité aux malheureux.

Dès novembre 1937, il y avait déjà 800 Arabes (paysans, ouvriers syndiqués, ulémas, professeurs, etc.) en prison ou dans les camps de concentration de Mazraa et de Sarafand. A Mazraa, ces détenus sont contraints de dormir tout debout l'hiver, à cause de l'humidité du sol dans les cabanes qui leur sont assignées.

Cependant, une troupe de patriotes, les soi-disant « bandits », commandée par un Tripolitain, ancien officier, Fawzi Kawadji, tient la campagne, menant une lutte héroïque, presque sans égale dans l'histoire. Ils sont 3.000 au maximum, mais n'en infligent pas moins de lourdes pertes aux troupes britanniques : 15 avions abattus. Les villageois les ravitaillent en vivres et en argent, sauf là où les mukhtars (7) sont à la solde des Anglais, mais dans ce cas on les enlève.

L'organisateur de la défense anglaise, sir Charles Tegart, construit sur 80 kilomètres, pour 90.000 livres sterling des fils de fer barbelés parcourus par un courant électrique à haute tension, et les sionistes se proposent d'en construire encore, paraît-il, pour 200.000 livres sterling.

Rien que dans l'année 1937, il y a, sous la « civilisation » et l' « ordre » anglo-juifs :

276 meurtres,
281 tentatives de meurtres,
17.836 faits qualifiés crimes,
3.786 attaques contre des domiciles.

(7) Mukhtar : chef du village.

Il n'y eut jamais rien de pareil sous les Turcs !

Fin 1937 *et* 1938. — En décembre 1936, Mitri, le fondateur chrétien des syndicats arabes est assassiné. 30.000 personnes défilent à ses obsèques. La plus haute personnalité religieuse musulmane, le Mufti, y assiste, fait extraordinaire !

Mais bientôt, le 1er octobre 1937, le Mufti est lui-même arrêté, ou plutôt on tente de l'arrêter alors qu'il se rendait de son domicile à la mosquée, mais il se sauve et parvient à échapper, déguisé en paysan.

Le 24 mai 1937, les sionistes entament une vaste offensive. Ils lancent des bombes en plein marché arabe à Haïfa. Ils font de même en juillet à Jaffa. C'est en ce seul mois qu'il y eut 767 tués. L'Angleterre envoie d'Egypte de nouvelles troupes: six bataillons anglais et les Irish Guards (le régiment des « gardes irlandais »). Tous les Arabes font bloc. Le parti modéré de Nashashibi est lui-même obligé de boycotter la nouvelle commission d'enquête britannique, la commission Woodhead. Et le gouvernement britannique est obligé de pendre un terroriste juif du parti sioniste « révisionniste ». Alors, toute la presse mondiale, qui est aux mains de la finance juive, fait plus de bruit pour cette exécution que pour les 3.000 Arabes déjà assassinés.

Les choses en sont là.

L'Angleterre a opté pour l'Europe

Au lendemain de la guerre d'Abyssinie, l'Angleterre avait le choix entre deux politiques : ou bien libérer la Palestine et s'appuyer sur l'Islam dans le monde entier, ou bien, au contraire, faire une politique d'alliances européennes et combattre l'Islam. C'est pour cette seconde politique qu'elle a opté. Elle a rendu plus étroites ses relations avec la France, elle a négocié un traité avec l'Italie, elle a rendu ses ports à l'Irlande et... elle écrase les Arabes de Palestine.

Dans cette politique, la bourgeoisie conservatrice anglaise est soutenue par les socialistes du Labour Party malgré que Kautsky ait, dès 1921, dans son livre « Les Juifs sont-ils une race ? », dénoncé le caractère réactionnaire du sionisme, véritable « racisme » tout comme l'antisémitisme.

Que la révolte arabe de Palestine ait pour cause l'argent « étranger », c'est là une fable contre laquelle même les conservateurs tant soit peu sérieux comme le *Times* et l'ancien ministre des colonies, Ormsby Gore, se sont élevés catégoriquement. Les événements de Palestine sont simplement un épisode de la révolte générale des peuples opprimés contre l'impérialisme, mais un épisode dont le retentissement est actuellement énorme et qui commence à cimenter autour de lui, en un seul bloc, tous les Arabes, de Marrakech à Aden.

Geoffrey BAGOT
(de l'*Indépendent Labour Party*).

SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTIFASCISTE

Deux grands films inédits sur les événements sociaux et révolutionnaires de l'Espagne devaient être projetés, salle de la Mutualité, le vendredi 16. La S.I.A. ayant prêté la salle ce jour-là aux organisateurs du meeting contre la guerre, la projection de ces films a été renvoyée au

Vendredi 30 septembre à 20 h. 30
salle de la Mutualité

Tous les camarades voudront assister à cette projection et encourager, par leur présence, l'œuvre de solidarité entreprise par la S.I.A.

"Paramètres" et heures supplémentaires

Les décrets de ruine des 40 heures vont entrer en vigueur sans qu'il y ait réaction notable de la classe ouvrière.

J'ai constaté qu'un trop grand nombre ne comprennent pas l'origine, le but et les conséquences de la manœuvre ministérielle.

On vient de me mettre sous les yeux un papier issu des méninges d'un individu nommé Croizat. Cela est arrangé en forme d'apostrophe à Daladier, l'homme des serments fameux.

Du haut du patriotisme prolétarien (qui, malreureusement, n'est pas tout à fait une blague) le Croizat tonne comme vaisseau de haut bord contre le manque de civisme du gouvernement et des gros industriels et pose des questions auxquelles, pas plus qu'un quelconque « écrivain prolétarien », il ne serait capable de donner une réponse satisfaisante pour un esprit objectif.

En résumé, ces questions se ramènent à savoir pourquoi les magnats trainent en longueur leurs commandes, refusent, malgré l'urgence, d'embaucher des chômeurs et renâclent devant de nouvelles commandes.

Nous répondons qu'il n'y a là qu'une question de pognon, comme toujours, bien dissimulée peut-être, mais parfaitement logique. Mettre en relief cette question de sous présente l'intérêt de faire voir la stupidité de ceux qui placent la discussion sur le terrain sentimental du patriotisme. En démontant le mécanisme on met à même le prolétariat de se figurer la réalité des choses et de revendiquer, lui aussi, la galette sans plus s'empêtrer de vergogne sentimentale que ses adversaires ouverts ou cachés.

Paramètres. — En 1936, il s'est produit une véritable révolution dans les habitudes commerciales. Jusque-là, la règle était de passer les commandes à un prix déterminé, prix que le client avait à payer *tel quel* lors de la livraison.

Depuis 1936, les patrons se sont mis à s'appliquer à eux-mêmes l' « échelle mobile ». Ils ont fixé leurs prix selon la méthode dite des « paramètres » : le client passe sa commande à un prix de base qui est le prix actuel, mais le prix qu'il aura à payer ne sera pas celui-là, ce sera un prix qui est déterminé d'une part en fonction du prix de base et, d'autre part, en fonction aussi des salaires et du prix des matières premières *au moment de la livraison*. Si bien qu'en période de hausse des prix, comme c'est le cas actuellement du fait des récentes dévaluations, le fournisseur a intérêt à retarder le plus possible le moment de la livraison afin que hausse le prix qui doit lui être payé en vertu des bienheureux paramètres.

Précisons.

La formule générale des prix à paramètres est :

$$P=P' \left(K + K' \frac{S}{S'} + K'' \frac{M}{M'}\right)$$

dans laquelle P est le prix de facturation *à la date de la livraison*,

P', le prix *originel* au moment de la commande,
K, K', K" des coefficients qui ne sont pas encore uniformisés,
S, les salaires à l'époque de la livraison,
S', les salaires à l'époque de la commande,
M, le prix des matières premières à l'époque de la livraison,
M', le prix des matières premières à l'époque de la commande.

Prenons par exemple, pour les coefficients K, K', K", les valeurs 0,15, 0,45 et 0,40, chiffres qui correspondent à un cas existant; la formule qui donne le prix à payer devient :

$$P=P' \left(0{,}15 + 0{,}45 \frac{M}{M'} + 0{,}40 \frac{S}{S'}\right)$$

Avec un laps de temps de 6 mois entre le moment de la commande et celui de la livraison, il ne sera pas rare de trouver S supérieur de 20 % à S', et, en restant bien modeste, M dans le même rapport avec M'. Donc, si P' était fixé à 100.000 fr., P devient :

$$P=100.000 \left[0{,}15+\left(0{,}45\times\frac{1{,}2}{1}\right)+\left(0{,}40\times\frac{1{,}2}{1}\right)\right]=117.000.$$

D'autre part, nous savons de toute certitude, et le disons sans crainte de faire hurler les gens qui voudraient nous apitoyer sur l'étroitesse des « marges bénéficiaires » de l'industrie, qu'en moyenne, pour un prix de vente de 100.000 fr., on a S' + M' = 40.000. Avec le rapport $\frac{1{,}2}{1}$ nous aurons donc 48.000 fr. pour S+M. Autrement dit, tandis que le prix de vente final s'est élevé de 17.000 francs, les avances du patron n'ont monté que de 8.000 francs. Soit pour le capitaliste un super-bénéfice de 9.000 francs. Qui sortent de quoi ? De rien d'autre que du jeu des écritures paramétriques. C'est une génération financière spontanée.

C'est-à-dire une manifestation de ce phénomène que nous avons signalé dans une autre étude comme produisant l' « hémolyse » monétaire, mais ceci est une autre histoire, et bien plus difficile, laissons-la de côté.

A noter seulement, encore une fois, que le bénéfice spécial d'origine « paramétrique » n'aurait pas eu lieu sans l'étirement du délai de livraison.

La « vertu » du paramètre est telle que j'ai vu une boîte négliger de grosses commandes antérieures à l'adoption du paramètre dans sa partie, au point d'arriver à huit mois de retard de livraison et encourir de ce fait une pénalité de 15.000 fr., mais qui fut largement couverte par les bénéfices réalisés sur les affaires obtenues postérieurement au bienheureux paramètre.

Voilà pourquoi il y a du retard dans les livraisons, et pourquoi les patrons se gardent bien d'embaucher des ouvriers supplémentaires, au contraire.

Le tour de force est réalisé non seulement de n'avoir rien à perdre en cas de succès des incessantes revendications ouvrières, mais encore, et pour comble, d'y trouver un sur-profit, à la seule condition... de ne pas travailler trop vite.

L'élève Croizat du lycée Papillon Bobigny a-t-il compris ?

Heures supplémentaires. — Mais pourquoi les patrons ont-ils besoin d'heures supplémentaires ?

La première raison est celle-ci : les retards de

livraison ne peuvent pas durer éternellement. Quand l'espoir de la hausse a conduit à dépasser dans le retard à la livraison l'extrême limite que peut tolérer la partie prenante du marché, il faut trouver un moyen de sortir avantageusement de cette situation. Pour cela la liquidation par les heures supplémentaires majorées est bien préférable à l'embauche des chômeurs. Celle-ci faite au tarif du jour n'agirait en rien sur le paramètre; en outre, il faudrait peu ou prou acheter machines ou matériel, sur quoi faire travailler les nouveaux embauchés. Les amortissements réels à prévoir du coup baisseraient sérieusement le taux de profit actuel qui est gonflé non seulement par la vertu des paramètres, mais bien aussi par celle des amortissements fictifs, je veux dire ceux qui figurent aux écritures sur un bon vieil outillage qui a largement gagné son bifteck et continue gratis comme un excellent esclave de fer qu'il est. D'autre part, la majoration du prix de l'heure supplémentaire augmente encore le rapport $\frac{S}{S'}$ et, par conséquent, le bénéfice différentiel paramétrique.

En second lieu, le bénéfice différentiel paramétrique ne sera réel que si l'opération est toute entière incluse dans une période de stabilité de la monnaie. Si la livraison est faite juste après une nouvelle dévaluation, et que par suite le prix payé l'est en un franc qui vient d'être dévalué, l'industriel subira une perte du fait qu'il sera payé en francs ayant moins de valeur que ceux prévus et avec lesquels il aura opéré, du moins en partie, ses débours. Une dévaluation imminente (si des magnats avisés en ont pénétré le secret) peut donc rendre urgent l'accomplissement d'heures supplémentaires.

Enfin, troisième raison : malgré la majoration de leur taux, les heures supplémentaires coûtent moins cher aux patrons que l'embauchage de nouveaux ouvriers qui, en raréfiant la main-d'œuvre disponible, en diminuant l' « armée de réserve industrielle », obligerait rapidement à une augmentation générale des salaires. Chiffrons-le dans un exemple.

Point de départ. — Usine de blanchissage (prend le travail le lundi, doit le rendre le samedi, aucune élasticité du délai de livraison, les paramètres n'interviennent donc pas). Effectif : 500 personnes. Prix de l'heure : 8 francs. L'allure du travail est en équilibre avec la semaine de 40 heures, soit 20.000 heures par semaine, total de la paie hebdomadaire : 160.000 francs.

Première étape. — La statistique générale signale une reprise moyenne des affaires égale à 7 %.

L'usine précitée doit donc, si la « reprise » pour elle est de 10 % (pour prendre un chiffre rond) faire 22.000 heures au lieu de 20.000. Au bon vieux temps elle aurait eu devant elle deux possibilités: soit faire faire 44 heures à 8 fr., soit embaucher 50 têtes de plus, à 8 fr. de l'heure toujours, et sa paie totale passerait à 176.000 fr., en équilibre avec le travail total.

Mais nous sommes sortis des « temps normaux » pour n'y plus rentrer. Nous commençons à connaître les splendeurs de l'économie dirigée dont la loi « sociale » des 40 heures n'est qu'une maigre manifestation.

La main-d'œuvre n'est pas en quantité illimitée. Ne parlez pas des chômeurs. Il est dit, entendu, convenu, certifié et confirmé « qu'il n'y a plus d'ouvriers, on n'en trouve plus »; les chômeurs n'ont peut-être jamais été des ouvriers, vous dis-je — ils ne le sont plus, je vous l'assure. Des jean-foutre, et plutôt fermer la boutique que d'en embaucher, sachez-le bien, monsieur le ministre.

Deuxième étape. — Puisque les patrons refusent d'embaucher des chômeurs, les ministres autorisent les heures supplémentaires et prescrivent pour elles une majoration, disons de 10 %. La paie devient : 22.000 heures accomplies par l'effectif inchangé de 500 têtes, dont 20.000 heures à 8 fr. et 2.000 à 8,80, soit 177.600 fr.

Il y a défense *apparente* de la main-d'œuvre.

Par contre, supposons — qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas réelle pénurie de main-d'œuvre — que la classe ouvrière — bien organisée (ô rêve ineffable !) — refuse net, inébranlablement, de faire des heures supplémentaires. Comme après tout le patronat ne va pas laisser le travail en plan (chiche : laissera ? laissera pas ?), qu'arrivera-t-il ? Il arrivera très probablement qu'afin d'attirer les uns et de garder les autres, le patronat consentira (s'il ne la propose) à une augmentation *générale* de... mettons 5 % du salaire horaire. La paie hebdomadaire s'établira donc comme suit pour un effectif de 550 ouvriers : 22.000 heures à 8 fr. 40 = 184.800 fr.

Point d'arrivée. — En autorisant les heures supplémentaires, même avec une majoration de 10 %, tout se passe comme si les ministres faisaient cadeau aux patrons de cette boîte, de :

184.800 — 177.600 = 7.200 fr. par semaine,
soit 360.000 francs par an.

Donc : *origine* de la manœuvre ministérielle : la reprise, la pauvre petite reprise (quelle qu'en soit la cause) des « affaires ».

Louzon nous a donné des détails sur la reprise dans le N° 259 de la *R. P.* (25 novembre 1937). Je prends seulement un chiffre plus modeste que le sien.

But de la manœuvre : Spolier la classe ouvrière, et, en outre, la diviser, en dresser des fractions les unes contre les autres sans qu'il en coûte un sou au patronat, comme nous l'allons voir pour finir.

Reprenez le « point de départ » : le gain hebdomadaire *individuel* est de 320 fr.. A la « 2e étape » (heures supplémentaires légalisées), ce gain devient 355 fr. 20. Au « 3e point de vue » (augmentation générale), si le patronat lâche plus pour tous, le gain individuel est seulement de 336 fr.

En même temps que les capitalistes, la combine ministérielle favorise donc les ouvriers flaougnards.

Encore une explication — tant que nous y sommes. Pourquoi la manœuvre ministérielle a-t-elle un retard assez appréciable sur la « crise de reprise » ? Dans aucun genre de phénomènes, il n'y a de séries où les phénomènes s'engendrent absolument rigoureusement. D'un phénomène déterminant à un autre commandé, il se produit du retard. Si rapide que soit le fluide électrique lui-même dans ses manifestations, les électriciens ont eu à étudier ces retards sous le nom d'hystérésis. En matière sociale, l'hystérésis est bien souvent telle que les phénomènes résultants sont altérés et chevauchés par d'autres. La complexité est parfois inextricable, mais tel n'est pas le cas cette fois.

Celin DAUTREUX.

RENAISSANCE

DU SYNDICALISME

LA QUINZAINE

La guerre... *Si, comme le disait M. Daladier, nous avons été, le 21 mai dernier, à deux doigts de la guerre, qu'est-ce que cela a été cette fois-ci! Sans doute, au moment où j'écris, du village savoyard où je termine mon congé payé, les choses semblent-elles s'arranger, au moins provisoirement. L'accord à Londres des ministres anglais et français pour le retour à l'Allemagne des territoires à majorité allemande des Sudètes va, peut-être, empêcher le déclenchement du conflit armé. Acceptons-en l'augure. Félicitons-nous de cet événement. Mais il est certain que nous avons été au bord du précipice.*

*Ce n'est pas la faute des staliniens si nous n'y sommes pas tombés. Un des traits les plus saillants de cette quinzaine a été l'attitude guerrière de l'*Humanité *et du parti communiste français. Le voyage de M. Chamberlain à Berchtesgaden a mis cette attitude en pleine lumière. Surpris, nos staliniens se sont démasqués.*

Tout le monde, ou à peu près, croyait que « ça y était », lorsqu'on apprit la décision de M. Chamberlain de faire le voyage de Berchtesgaden. Ce fut un soulagement que cette nouvelle. Tout n'était pas perdu! Il y avait encore des chances de paix!

*Mais l'*Humanité *entrait en rage :*

Effarante initiative, écrivait Péri le 15 septembre. Qu'on imagine l'éclat dont cette nouvelle couronne le chancelier du Reich, qui s'est proclamé pendant cinq jours l'envoyé de la Providence divine et le successeur des maîtres du Saint-Empire germanique...

... Ce n'est pas la paix que l'on sauvera à Berchtesgaden ! La paix, nous l'avons écrit cent fois, est inséparable de la sauvegarde de la Tchécoslovaquie et c'est son sacrifice que le premier ministre part organiser à Berchtesgaden...

... N'attendons pas pour dire au gouvernement français qu'il assumerait une terrible responsabilité s'il favorisait ce dessein funeste pour la paix.

On pouvait rapprocher de ces propos de Péri ceux de... Tardieu, écrivant le même jour dans Gringoire :

On nous rappelle — et c'est vrai, hélas ! — que nous avons encaissé sans bouger la faillite des réparations, le réarmement de l'Allemagne, le rétablissement de la conscription, la réoccupation de la Rhénanie et l'annexion de l'Autriche. Mais la conquête par l'Allemagne de l'Europe danubienne est un motif plus grave encore d'alarme. Car si l'Allemagne prend le Danube, elle sera, quand elle nous fera la guerre, invincible.

Aussi bien n'est-ce pas une raison, parce qu'on s'est laissé souffleter quatre fois, de se laisser souffleter toujours.

Péri-Tardieu, quel rapprochement! On pense au mot de Tardieu, le 1er août 1914 : « Pourquoi voulez-vous que ça s'arrange? » Nos staliniens n'ont rien fait, cette fois, pour que « ça s'arrange ». Au contraire. Et, au fur et à mesure du développement diplomatique, leur colère allait s'accentuant. Je cite les documents qui me sont tombés sous les yeux.

C'est une déclaration du bureau politique du parti communiste :

Il est bien évident qu'en permettant à Hitler d'atteindre son but en Tchécoslovaquie, M. Chamberlain n'exprime nullement l'opinion anglaise qui demande que soit sauvée la paix grâce à une politique de fermeté contre les agresseurs.

En y donnant leur approbation, MM. Daladier et Bonnet ne représentent pas davantage l'opinion française soucieuse des intérêts de la paix et de la sécurité du pays.

C'est un nouvel article de Péri :

Ne sent-on pas combien il est choquant que deux potentats, cachés dans un château de Bavière, puissent ainsi décider de l'avenir d'une nation ?

*L'accord éclate, le même jour, entre Péri et... Henri de Kerillis, qui déclare : « Ce n'est pas par le sentiment, bien sûr, qu'on obtiendra des concessions de Hitler. » Pas besoin, n'est-ce pas?, d'indiquer que le même accord s'établit — spontanément, n'en doutons pas — entre Péri et... Buré. Mais il est curieux de noter la concordance entre l'*Humanité *et... la* Journée industrielle *(Dame! Skoda... Schneider...) où M. Pupier écrit : « Croirait-on trouver la paix en cédant à cette pression (celle du Reich) en de telles circonstances? »*

La Ligue des droits de l'Homme s'en mêle, elle qui n'a qu'approbations pour Staline. Elle rappelle, une fois de plus, dit-elle, « que des concessions au bellicisme ont eu invariablement pour effet de renforcer l'audace des Etats totalitaires... » Le Comité mondial des femmes (une création stalinienne) câble à lord Halifax et à M. Roosevelt que la paix et la démocratie de l'Europe dépendent de l'indépendance de la Tchécoslovaquie et de l'intégrité de son territoire!

Encore un article de Péri, le 18 *septembre :*

Il n'y a qu'une politique de sauvetage de la paix. C'est celle qui *encouragera* la Tchécoslovaquie à la résistance et qui, en mettant fin à toute espérance d'impunité, *découragera* le seigneur de la guerre.

Encourager la Tchécoslovaquie à la résistance, c'est l'encourager à la guerre. « Mettre fin à toute espérance d'impunité », c'est faire la guerre. La conclusion logique de toutes les imprécations communistes, c'est la guerre. Les staliniens poussent à la guerre. Les staliniens veulent la guerre. Ils sont les agents les plus actifs du parti de la guerre. Voilà ce qui s'est inscrit de façon ineffaçable dans l'histoire de cette bouleversante quinzaine. Voilà ce qu'il ne faudra jamais oublier.

Et la C.G.T. ? *On a vainement attendu une déclaration des dirigeants de la C.G.T. dans le sens de la paix. C'eût été, d'ailleurs, une surprise, puisque, comme on le sait, sous l'influence des staliniens placés aux leviers de commande, la politique internationale de la*

C.G.T. est pour ainsi dire calquée sur celle du parti communiste.

A Lyon, Racamond a déclaré (à l'occasion de la grève du Bâtiment!) :

Hitler doit savoir que les démocraties ne lui permettront pas l'écrasement d'un peuple républicain.

Jouhaux est au Mexique, où à Washington...

Seul, le Centre syndical d'action contre la guerre a fait, avec des moyens, hélas! limités, un grand effort, et, comme pour démontrer que la guerre, c'est déjà le fascisme, son meeting a été interdit.

Ce ne sera pas la moindre dérision de cette époque : le mouvement syndical unifié ne faisant rien contre la guerre menaçante.

A bas le traité de Versailles! *En vain espérait-on une attitude pacifique des organisations syndicales! On annonce aujourd'hui qu'un de leurs représentants va se rendre à Londres pour blâmer, en accord avec la F.S.I. et l'I.O.S., l'accord Chamberlain-Daladier. Il est pitoyable de voir défendre l'œuvre de guerre de Versailles par ceux-là mêmes qui la dénonçaient ardemment il y a à peine quelques années.*

Se rappellent-ils seulement que la question des Sudètes avait, à la Conférence de la Paix, en 1919, *soulevé, de la part des Américains, une très vive opposition contre le rattachement à la Tchécoslovaquie, et que cette opposition n'avait désarmé que devant la promesse de Benès de faire de la Tchécoslovaquie un Etat fédéral? La promesse n'a pas été tenue!*

Les dirigeants de la C.G.T., manœuvrés par les staliniens, n'ont plus que faire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

En dehors du C.S.A.C.G., on n'a trouvé, cette quinzaine, de vrais pacifistes que dans les rangs, à la base, du parti socialiste. Voici, par exemple, une résolution de la 6e *section socialiste de Lyon :*

En présence des graves dangers de guerre qui pèsent sur l'Europe et le monde, et que les incidents récents, relatifs au problème tchécoslovaque, ont porté au paroxysme, la section affirme qu'une solution pacifique peut et doit être recherchée par les Etats démocratiques unis dans une volonté inébranlable de paix.

La section se félicite de l'initiative du Premier britannique, initiative prise en accord avec le gouvernement français, dont le sang-froid mérite l'approbation du pays et particulièrement des socialistes. Elle espère que les conversations amorcées à Berchtesgaden s'élargiront aux problèmes qui touchent à la vie même de l'Europe et dont le règlement peut seul ouvrir la voie à une paix réelle.

Le socialisme français n'a pas lié son sort à l'Europe du traité de Versailles, traité dont depuis vingt ans il dénonce la malfaisance.

Le socialisme, la démocratie et notre civilisation même ont tout à perdre, sans aucune contrepartie, dans un massacre universel. Accepter le principe d'une guerre internationale du droit ou de l'antifascisme constitue l'aberration la plus dangereuse qui soit.

La section estime que la paix peut être sauvée si la France prend face au monde l'initiative d'une conversation large, européenne, internationale, d'où naîtra une Europe nouvelle faite de justice internationale.

Oui, plus que jamais, à bas le traité de Versailles!

L'union sacrée... *Pour tromper leurs adhérents, nos staliniens s'en vont répétant qu'ils ne veulent pas l'union sacrée, mais « l'union du peuple de France ». Or, que font-ils? Ils s'allient avec ceux qu'ils présentent comme les pires ennemis du peuple. J'en prends à témoin ce communiqué, découpé dans la rubrique « Défense nationale » du* Temps :

La défense passive dans la région parisienne

La présidence du conseil général de la Seine communique :

M. Emile Cresp, président du Conseil général, maire de Montrouge, et le bureau du Conseil général de la Seine, en plein accord avec les membres du comité de coordination pour la défense passive de la région parisienne, ayant à leur tête MM. Mounié, sénateur de la Seine, maire d'Antony, président du comité; Georges Maranne, maire d'Ivry-sur-Seine; Gustave Lesesne, maire de Saint-Ouen, président de l'Union amicale des maires de la Seine; André Grisoni, ancien député, maire de Courbevoie; Pic, ancien député, maire de Vanves; Pierre Michaux, conseiller général de la Seine, se sont rendus auprès des pouvoirs publics pour obtenir la réalisation immédiate de toutes mesures susceptibles de donner satisfaction à la population en ce qui concerne la défense passive dans le département de la Seine.

De nouvelles démarches à ce sujet sont prévues auprès des pouvoirs publics.

Maranne, communiste, à côté de Grisoni, chiappiste-doriotiste, de Pic, réactionnaire, pour bourrer le crâne aux Parisiens... Tout un programme!

Que vont faire les Russes? *Il est probable que l'accord de Londres va soulever la colère de l'U.R.S.S., les pactes signés par cette dernière se trouvant ruinés par la base. C'est probable, mais qu'en sait-on? Moscou, en effet, reste muet, au moins pour l'instant.*

Un article, non signé, du Progrès de Lyon *signale le silence complet de la presse soviétique sur le congrès de Nuremberg :*

La presse des Soviets n'a jamais ménagé l'hitlérisme. Bien au contraire, elle l'a toujours dénoncé comme une menace constante dans la paix de l'Europe. En ce qui concerne les « henleinistes », elle les a toujours présentés comme des agents de l'hitlérisme ayant pour mission d'atteindre les buts que ce dernier poursuit en Tchécoslovaquie. Pourquoi, en ces jours si mouvementés, si pleins de menaces pour l'équilibre et la paix en Europe, le gouvernement soviétique a-t-il jugé bon et utile de soustraire à l'opinion publique russe tant d'informations de première importance concernant l'activité et le rôle de l'hitlérisme dans les événements actuels ?

Nous ne sommes pas dans les secrets du Kremlin. Peut-être faut-il y voir, entre autres, certains soucis d'ordre tout à fait intérieur... Quoi qu'il en soit, nous estimons que le fait valait d'être signalé : il parle assez nettement de lui-même.

Faut-il ajouter que la presse soviétique est absolument muette sur l'action du gouvernement de Staline. Aucun communiqué n'a été publié sur les mesures prises par le gouvernement, sur ses contacts avec les autres gouvernements, sur les conseils tenus par les commissaires du peuple, etc.

Vraiment, la lecture des journaux de Moscou en ces derniers jours est déconcertante.

Que cache ce silence?

Il faut peut-être s'attendre à des tournants sensationnels dans la politique extérieure de l'U.R.S.S., et, par voie de conséquence, dans notre politique intérieure.

M. CHAMBELLAND.

L'affaire Garnier au Congrès des Instituteurs

Réponse de Roger HAGNAUER

Je lis l'article de Duperray dans la *Révolution Prolétarienne* du 10 septembre. Je pensais qu'en ce moment, nous pouvions, les uns et les autres, occuper nos loisirs à d'autres besognes qu'à des polémiques.

Je connais, depuis des années, de nombreux militants de la Loire. J'ai été leur compagnon de lutte, leur confident et leur ami. Je connais mal Duperray.

Je l'ai vu, pour la première fois, à l'assemblée générale de la Section de la Loire de juillet 1937. Je voulais intervenir, non seulement comme représentant du bureau du S. N., mais aussi et surtout comme vieil ami de la Section, avant un vote dont je sentais le danger, pour éviter une division dont je prévoyais les conséquences. Duperray s'éleva contre ma participation au débat. J'aurais pu insister. Je ne l'ai pas fait. Mais il m'a suffi d'entendre une fois Duperray, pour comprendre le peu de succès obtenu dans la Loire par un défenseur aussi maladroit d'idées souvent justes. J'ai compris aussi les causes de l'éloignement de la direction de la Section de la Loire de vieux militants chevronnés comme Baldacci, Brun et Boyer — qui ont mené dans le syndicalisme universitaire une action si heureuse et si efficace.

Lavenir — dans ses impressions de congrès que j'approuve entièrement et dont j'apprécie la probité — et Duperray, lui-même, ont expliqué dans quelles conditions la démocratie syndicale avait fonctionné lors des débats de Nantes sur l'orientation syndicale.

On avait protesté contre la méthode employée, l'an dernier, qui n'accordait que 6 minutes à chaque orateur.

Cette année, on a accordé à chaque grande tendance une heure pour exposer ses idées. Méthode qui a ses inconvénients et ses dangers. Elle classe arbitrairement les orateurs en fractions nettement séparées. Elle rompt avec la vieille tradition de nos congrès d'entendre les délégués des sections apporter des critiques et des suggestions, sans esprit systématique. Nous aurons sans doute à examiner à nouveau cette question du règlement de nos débats. Mais l'expérience valait d'être tentée.

Il était évidemment difficile dans ces conditions de « placer » l'intervention de Thevenon. Il s'en plaignit, avec quelque vivacité. Je venais de discuter avec 45 orateurs, avant d'établir la méthode que je viens d'exposer. Je constatais, avec quelque appréhension, que nous étions à la fin de la deuxième journée de congrès et que le débat sur les questions sociales durerait 4 heures au minimum. Ma conversation avec Thevenon fut donc rapide et vive. Il m'a menacé de ne pas voter pour le rapport moral. Je lui ai dit que tout le débat du congrès ne pouvait pas porter sur la seule affaire Garnier, que je ne crois pas avoir qualifiée de « petite histoire locale ». Avec un vieux camarade comme Thevenon, de telles brutalités sont vite oubliées, et nous nous en sommes expliqués cordialement. Mais j'avais compté sans Duperray...

J'inscris cependant Thevenon comme orateur supplémentaire. Il put présenter ses griefs. Il le fit sur un ton que justifiait la lutte âpre menée par nos amis dans la Loire. Cependant, Vivès, président, eut raison d'apaiser les esprits par une déclaration conciliante. C'est à nos contradicteurs communistes qu'il faut laisser la responsabilité des paroles et des actes scissionnistes.

Dans mon exposé du lendemain, j'ai évité le plus possible la polémique. Peut-être aurais-je dû relever les violences de Frachon contre les instituteurs ? Je n'ai pas perdu l'espoir de le faire, à une heure que je choisirai. Mais si j'avais frappé brutalement sur les communistes, j'aurais dû, en toute équité, porter des coups aussi durs au groupe de l'*Ecole Emancipée*, aux militants trotskystes et pivertistes, qui ont mené, dans nos sections, une campagne aussi injuste que féroce contre le bureau du S.N.

Mes « formules oratoires » m'attirent les éloges ironiques de Duperray. La *R. P.* peut publier le compte rendu de mon exposé, tel que le donnera l'*Ecole Libératrice*. Peut-être y retrouvera-t-on les idées qui nous unissaient à la fondation de la *R. P.*, à la constitution du Comité des 22, les idées que j'exprimais, au nom du noyau, lors du dixième anniversaire de notre revue.

Conformément à une tradition constante, une commission fut constituée, avec *des représentants de toutes les tendances*, pour étudier toutes les propositions d'ordre social. Pour apprécier le jugement de Duperray sur « le principal travail qui se fait dans les coulisses » et sur la composition de la Commission, « conforme aux désirs du bureau », notons que PARMI LES REPRÉSENTANTS DE LA MAJORITÉ (les deux minorités étant également représentées), il y avait Felce (des Alpes-Maritimes) qui s'était abstenu dans le vote du rapport moral, et Thevenon, qui avait présenté des réserves importantes sur l'action du bureau.

Notons aussi que cette commission discuta pendant TROIS HEURES sur les modifications à apporter à la résolution du Gers, devenue la motion d'orientation syndicale. Je souhaite que dans la Section de la Loire, on respecte, dans les mêmes conditions, les opinions et les sentiments de ceux qui ne pensent pas comme le bureau actuel.

Thevenon présente la résolution de la Loire sur l'affaire Garnier. Des camarades, d'accord avec lui sur le fond, lui font observer que, non mandatés, ils devront s'abstenir. C'était donc l'échec certain devant le congrès.

Thevenon se rallia alors à une motion — dont je n'ai pas le texte sous les yeux — mais que la *R. P.* pourra publier. Elle réclame de la C.G.T., si ma mémoire est fidèle, une enquête rapide, aboutissant à des sanctions si celles-ci sont reconnues nécessaires.

Quant à la motion sur le procès du P.O.U.M., la Commission n'en a pas eu connaissance ! Elle m'aurait si peu gêné que j'en ai présenté avec succès une semblable sur le procès de Moscou, devant le bureau du S.N. — et Duperray ignore sans doute que j'ai consacré à cette douloureuse histoire du P.O.U.M. un article de *Syndicats*. Mais je n'étais pas sûr de faire partager mes sentiments sur ce point par la majorité du Congrès. Le P.O.U.M. a malheureusement, en France, des défenseurs tellement maladroits et antipathiques, que sa cause — si juste qu'elle m'apparaisse — n'est pas toujours facile à plaider !

Devant le Congrès, en ces dernières heures — il était 19 h. 30 — je n'étais plus que le rapporteur de la Commission et je n'avais qu'un seul devoir à remplir : celui d'exposer les résultats de ses travaux. J'ai simplement regretté que la section de la Loire n'ait pas respecté l'engagement pris par son secrétaire Thevenon. Je ne le rends d'ailleurs pas personnellement responsable de ce manquement à la parole donnée.

Mais je tiens à ajouter à cet exposé deux observations d'ordre général :

La première, c'est que lorsqu'on veut défendre des camarades injustement frappés, et non « prendre une attitude », on doit se garder de soumettre à une assemblée ou à un congrès, des motions de solidarité, dont le rejet aggraverait la situation morale de ces camarades.

La deuxième, c'est que — tout aussi hostile que quiconque (et je crois l'avoir prouvé) à la politique du parti communiste — je me refuse à faire de l'anticommunisme la seule base de notre action syndicale.

Demain l'*Ecole Emancipée*, avec une certaine volupté, utilisera l'article de Duperray. Elle ne cesse pas de discréditer les militants qui défendent, avec le plus de ténacité, l'indépendance du syndicalisme et le pacifisme ouvrier. Mais ce n'est pas là le rôle de la *R. P.*, de notre *R. P.*

R. HAGNAUER.

Rôle difficile

On vient de lire la réponse de Roger Hagnauer à l'article de Duperray paru dans la R. P. *du 10 septembre. Peut-être n'est-il pas inutile de souligner, à cette occasion, que le rôle de la* R. P. *devient chaque jour plus délicat, plus difficile.*

Nous sommes une revue libre, entièrement libre. D'aucuns, naguère, parlaient de notre « petite chapelle ».

C'était une grosse erreur. Ici, et je crois l'avoir déjà dit, il n'y a pas de « ligne », ni quoi que ce soit qui y ressemble. Chacun des militants du « Noyau » comme chacun des collaborateurs de la revue s'exprime avec la liberté la plus totale. Pour que cette liberté totale soit garantie à tous, il va de soi que les articles publiés par nous, même lorsqu'ils sont signés par des camarades du « noyau », n'engagent strictement, selon la formule consacrée, que la responsabilité de leur auteur.

Cette formule doit demeurer. Elle mérite de demeurer. Elle est, je crois, unique dans toute la presse. Mais il est évident qu'elle comporte quelques inconvénients, surtout dans une période aussi trouble où il semble que plus rien ni personne ne soit à sa vraie place.

Il y a l'inconvénient de la critique hâtive, injuste, trop poussée, émise par qui n'a pas à porter de très lourdes responsabilités. Il y a aussi l'inconvénient de heurter, même par des appréciations raisonnables, qui supporte mal de ne pas toujours avoir complètement raison.

Je prie cependant nos camarades de ne pas s'arrêter à ces choses et de garder à la R. P. *sa formule de liberté totale, en dehors de tout conformisme. C'est difficile, mais ce n'est pas impossible. Sachons, entre nous, supporter la critique. Sachons apprécier justement le rôle de chacun. Sachons discuter, fouiller, approfondir. Ce rôle est difficile, à un moment où la discipline des conformismes fait tourner les hommes à tous les vents. Mais il est utile, car il prépare la renaissance.* — M. CH.

PARMI NOS LETTRES

Observations sur le Congrès du S. N.

Nous donnons ci-après une lettre du camarade Turpin, adressée à Chambelland (en ce moment en vacances) :

Depuis quelque temps, on parle beaucoup dans la R. P. *du Syndical national des Instituteurs et de son congrès de Nantes.*

Permets-moi, à ce sujet, quelques observations.

Ce sera là, si tu veux, l'opinion de celui qui n'a pas été au Congrès, l'opinion du militant de la base qui, par surcroît, est un « jeune » de 4e classe et qui tient à préciser qu'il n'est ni abonné ni lecteur de « l'Ecole Emancipée », *ni de ses « Amis ».*

D'abord, je voudrais qu'on m'indique ce qu'il faut entendre par « Syndicat de masse » et si ce terme peut s'appliquer au S. N.

En vérité, il y a chez les instituteurs une minorité révolutionnaire et une minorité, plus forte, réformiste. La grosse majorité, elle, s'en f...iche. Elle paie sa cotisation (le moins cher possible), vote quelquefois (c'est si facile dans le secret) et puis c'est tout. Nombreux sont ceux qui viennent au S.N. comme à une Société d'Assurances chargée de les défendre, le cas échéant, contre les petits ennuis du métier.

Et les chiffres sont là pour le prouver. Dans mon département, sur 1.000 cotisants, une centaine en gros a pris part aux travaux de préparation au Congrès. Pour le Rhône (avec Lyon!) Lavenir nous donne des chiffres : sur 2.100 adhérents, 270 votants. C'est merveilleux comme résultat !

D'après le compte rendu du Congrès, paru dans Le Peuple, *un pince-sans-rire aurait crié à Vallière : « Au nom de qui parlez-vous ? » Je me demande — à moins que ce ne soit un oiseau rare — au nom de qui, il parlait lui-même ?*

Et à qui revient la responsabilité d'une telle situation, sinon à nos dirigeants qui depuis toujours nous chantent à peu près ce refrain : « Adhérez, adhérez, plus nous serons nombreux, plus nous serons forts (les 100.000! les 100.000!) », laissant dans l'ombre que la vraie, la seule source de force est dans l'action.

Le S.N., malgré les apparences, est faible car il est incapable d'action. L'énorme majorité de ses membres — en toute bonne foi — est hostile à la grève. Jamais les instituteurs ne déclencheront une grève par eux-mêmes. S'ils sont obligés de SUIVRE, *il y en aura, comme au 12 février 1934, deux ou trois sur dix — c'est peu ! — qui marcheront.*

Voilà où la politique de recrutement intensif sans éducation réelle nous a menés. C'est beau ! Il n'y a vraiment pas de quoi féliciter ceux qui nous ont conduits dans cette impasse.

Impasse où ils se trouvent eux-mêmes prisonniers. Que faire avec ces 100.000 adhérents dont la plupart sont bien décidés à ne pas suivre les mots d'ordre d'action directe ?

Pas grand'chose ! Alors on a inventé le « Rassemblement populaire ».

Tu te rappelles — car la R. P. *a vivement protesté à ce moment — cette fameuse résolution du Cartel des S.P. de juillet 1935 : « La seule action* efficace *contre les décrets-lois... » est de « ...provoquer, en accord avec la C.G.T., un vaste rassemblement des forces populaires* portant au pouvoir *un gouvernement chargé d'appliquer la nouvelle politique réclamée par l'ensemble du monde du travail ».*

Les dirigeants du S.N. y étaient pour quelque chose, je pense.

Le résultat a été merveilleux. Si tu veux le connaître, interroge n'importe quel instituteur, un jeune surtout, tu seras fixé. Tous te diront leur satisfaction ! Il ne leur semble pas, à eux, comme tu l'écris — et là tu te trompes franchement — dans la R. P. *du 25 août « que, en général, Delmas et ses collaborateurs n'ont pas mal défendu les intérêts généraux de l'importante masse des instituteurs... » car en vérité, ils tirent le diable par la queue, et comment !*

Maintenant, nos dirigeants nous sortent : « Nous n'avons pas voulu cela ! » La belle histoire ! Il n'en reste pas moins que les intérêts de leurs mandants sont, par la grâce de la politique qu'ils ont préconisée, bien mal en point.

Oh ! je sais, il y a la « classe exceptionnelle », cette « classe exceptionnelle » sans laquelle nos dirigeants se seraient amenés devant le congrès, les mains vides.

Personnellement, et beaucoup avec moi je pense, je n'ai pas voté contre cette nouveauté, mais c'est uniquement par esprit de camaraderie envers les vieux.

Du point de vue syndical, cette « conquête » est déplorable.

D'abord par la manière dont elle a été obtenue. N'oublie pas, mon cher Chambelland, que c'est parce que les postiers se sont débrouillés pour ob-

tenir une amélioration de leur situation que le Bureau du S.N. s'est remué pour en obtenir l'équivalent. C'est un fait, que si les postiers n'avaient pas bougé et rien obtenu, les instituteurs n'auraient rien eu. Le Bureau du S.N. a suivi, tout simplement ! On aimerait lui voir un peu plus d'initiative, ce serait plus rassurant pour l'avenir.

Mais, il y a autre chose. Cette chose exceptionnelle va juste à l'encontre de la volonté du S.N. qui réclame la réduction du nombre des classes.

Il n'y avait pas assez de 6 classes de 4 et 5 ans, il y en aura 7 maintenant!

Cela n'a pas d'importance, va-t-on dire, puisque cette classe exceptionnelle vient, dans la carrière, après le moment où l'instituteur arrivait à un traitement qu'il ne pouvait dépasser.

Pardon! Cette classe exceptionnelle augmente la moyenne du traitement.

Et c'est une chose qui comptera — *le contraire tiendrait du miracle* — quand il s'agira de la revalorisation des traitements et surtout du reclassement de la fonction.

A ce moment qui paiera les frais de l'opération? Les jeunes !

Tu comprendras alors qu'ils n'aient qu'une admiration mitigée pour l'opération si bien menée par les responsables du S.N.

On pourra leur dire qu'ils en profiteront un jour... Ça ne prend plus cette baliverne. Par les temps qu'ils vivent et l'incertitude de leur avenir, ils préfèrent tenir que courir. N'ont-ils pas raison ?

Au Congrès, on a beaucoup parlé de défense laïque.

Là encore, il faut dire la vérité. Il faut dire que les syndiqués du S.N. qui croient et qui pratiquent une religion ne se comptent pas, que ceux qui envoient leurs enfants au catéchisme sont encore plus nombreux.

Parler de défense laïque, dans de telles conditions alors que la majeure partie des adhérents est plus ou moins tenue en tutelle par le clergé, quelle blague !

Quelque casuiste m'opposera la liberté de pensée, et tout, et tout. Tant qu'il voudra, mais il ne contestera pas qu'il est impossible d'être contre les curés quand on a besoin de leurs services.

Je n'incrimine pas ici les dirigeants du S. N., je suis persuadé qu'ils souffrent eux-mêmes d'une telle situation et que leur attitude tient surtout à ce qu'ils se sentent tenus par le respect qu'ils veulent manifester à ce qu'ils croient être la liberté de conscience. Mais ne pourraient-ils reprendre la vieille propagande anticléricale, antireligieuse, nettement orientée vers la libre pensée et le rationalisme ? Car là, et là seulement, qu'on le veuille ou non, est l'unique moyen de salut... Il est vrai qu'en agissant ainsi une partie des troupes prendrait le large.

Encore un mot. A propos de « l'incident Jouhaux », on a beaucoup critiqué les chahuteurs.

Moi, je me déclare nettement contre ces critiques. Je m'explique très bien le chahut et, j'aurais été à Nantes, qu'il est fort possible que j'y aurais pris part.

Nous commençons à en avoir assez de ces grands discours où l'on nous promet tout et qui ne nous donnent rien, de ces formules définitives et péremptoires, de ces boniments qui masquent la position réelle de celui qui veut nous les faire avaler.

Nous n'acceptons plus de sembler approuver par un silence poli des harangues dont on sait qu'elles ne correspondent à aucune réalité; nous ne voulons plus jouer les éternelles dupes.

De plus, nous sommes amenés, nous les jeunes, à craindre pour notre peau quand nous voyons, nous qui ne pouvons compter sur un sursis d'appel, à l'heure grave que nous vivons, un Jouhaux se féliciter de l'attitude qu'il prit en 1914.

La sincérité mérite le respect.

L'esbroufe, la mauvaise foi appellent le chahut.

CENTRE SYNDICAL D'ACTION CONTRE LA GUERRE

Rappelons que le vendredi 9 septembre, au cours d'une réunion de 250 militants syndicaux du C.S.A.C.G. parisien, une délégation fut désignée pour exprimer dès le lendemain matin à M. Daladier notre ardent désir de voir solutionner pacifiquement l'affaire Tchécoslovaque et au Bureau confédéral notre réprobation de son attitude devant le danger de guerre. Un meeting était prévu avec le concours d'orateurs des groupements suivants : L.I.C.P. — U.A. — S.I.A. — P.S.O.P. — Vigilance — J.E.U.N.E.S. — P.H., etc.

Nos délégations

Les délégations eurent lieu, au Ministère de la Guerre, M. Daladier ne nous reçut pas; mais une « recommandation » du député Salomon Grumbach nous valut d'être priés sèchement par un capitaine de nous retirer. Les temps ont bien changé. Le député de Carmaux de 1914, — Jean Jaurès — multipliait ses démarches pour faire entendre la voix des pacifistes. Le député de Carmaux de 1938 — Salomon Grumbach — s'emploie à l'étouffer. Notre camarade Giroux, secrétaire général des agents des P.T.T., porte-parole de la délégation, ne se laissa pas émouvoir; il rédigea une demande d'audience et la remit, ainsi qu'une résolution, entre les mains d'un huissier. Nous attendons encore la réponse de M. Daladier.

Au secrétariat de la C.G.T., Julien Racamond, après avoir tenté d'éluder notre délégation, consentit enfin à l'entendre et en rendre compte à la C. A.

Le succès de « Arrière les canons! »

Ceci se passait le samedi matin 9. L'après-midi, un communiqué relatant nos démarches était adressé aux quatre quotidiens du F. P. (*Huma, Popu, Œuvre, Peuple*). 60 camarades exerçant des fonction syndicales en province étaient priés de provoquer les mêmes interventions auprès des pouvoirs publics et syndicaux. Une réunion groupant les représentants des organisations participantes se tenait. La S.I.A. qui avait loué la Mutualité pour le vendredi 16 nous offrait la salle. Un texte d'affiches était rédigé et porté le lundi matin à 8 heures à l'imprimerie. Le soir, le premier mille tombait. Un exemplaire était aussitôt expédié à nos correspondants de province. Le lendemain matin mardi, les parisiens s'arrêtaient devant les premières affiches : « Arrière les canons ! » annonçant notre meeting. Mais le même jour le P.C.F. faisait placarder l'annonce d'un meeting pour le lendemain mercredi au Vel d'Hiv. Le soir même, le gouvernement prononçait l'interdiction de tout meeting désignant nommément celui du P.C.F. mais taisant le nôtre. Il apparaît qu'il s'agissait là d'une diversion concertée et destinée à contrarier notre action sans la viser directement.

Pendant trois jours, nos affiches qui, *seules* et *toutes* étaient lacérées la nuit furent remplacées. Notre tirage de 2.000 double colombier eut un succès incontesté et le fait que « arrière les canons ! » était lacéré alors qu'à côté les autres affiches, dont celles de P.C.F. restaient intactes frappa profondément le public.

Devant la Mutualité

En interdisant notre meeting, on nous plaçait devant cette alternative : nous taire ou occuper la rue.

Nous ne voulions pas nous taire.

Nous ne voulions pas occuper la rue, où les manœuvres des porteurs de torches de toutes couleurs poussaient les pacifistes pour les livrer aux provocateurs.

Nous avons donc pris la décision de ne pas maintenir le meeting, mais d'être présents afin d'éviter à nos camarades d'être victimes des provocations.

Notre service d'ordre dont c'était la première sortie exécuta correctement les instructions reçues. Il provoqua la dispersion des 2.000 pacifistes qui malgré l'interdiction s'étaient déplacés en les entraînant aux cris de : « A bas la guerre ». Evidemment, la police se mit en branle. Nous devons à la vérité de dire qu'elle fut d'autant plus brutale que des cris de : « Daladier au poteau » furent lancés. N'ayant jamais réclamé Daladier au pouvoir en 1936, nous n'avons pas à le vouer au poteau en 1938. Ces appels sanguinaires ne sont pas notre fait.

La police sévit donc. Des coups furent échangés. Des arrestations opérées mais non maintenues. Cependant le pire était évité et à 22 heures 30, un dernier groupe de nos camarades se dispersait devant la gare de l'Est en scandant : « A bas la guerre. A bas la guerre, A bas ! »

« Nulle force ne peut empêcher les travailleurs de clamer leur haine de la guerre », avions-nous déclaré dans un communiqué à la presse, protestant contre l'interdiction de notre meeting. Nous venions de le prouver.

Syndicalistes, nous savons que le siège de l'action ouvrière n'est pas la rue : c'est l'entreprise, c'est le syndicat. Le fait que les syndicalistes soient poussés à la rue pour affirmer leur volonté de résister à la guerre prouve que leur voix est étouffée, à l'usine et au syndicat. Que tous les syndiqués méditent ce fait et prennent conscience de leur responsabilité.

Un réveil plein d'espérance

Partis à zéro à fin mars 1938, encouragés ensuite par des centaines de militants, mais ne bénéficiant pas encore de l'autorité nécessaire qui s'obtient avec le temps, nous avons de plus dû faire face à nos engagements, en pleine période de vacances.

Il nous était facile d'esquiver l'action et — à l'exemple de beaucoup — nous contenter de soulager nos consciences par une déclaration solennelle. Nous avons voulu agir sans tenir compte de la faiblesse de nos moyens.

Et cependant que d'obstacles : pas de permanents, pas de dactyla, pas de local, pas d'argent, pas de quotidien. Hostilité des milieux officiels de *toutes* les grandes organisations ouvrières qui veillent à ce que leur presse observe à notre égard la redoutable politique du silence. La réticence des uns, le refus de dernière heure des autres. Pour ceux-ci nous sommes trop pâles, pour ceux-là trop écarlates, etc...

Mais, par contre, pour nous soutenir, la conviction que notre voix serait entendue et comprise du prolétariat.

Nous n'avons pas été déçus.

De la province, de la région parisienne, des centaines de syndiqués mandatés par leurs camarades se sont spontanément groupés pour agir avec nous. De partout on nous réclame des tracts, des « Feuilles ». Vingt milles tracts reproduisant l'affiche : « Arrière les canons ! » sont épuisés en quelques heures. Notre dernière « Feuille » primitivement tirée à 15.000 et expédiée à 2.200 militants doit être réimprimée trois fois (5.000 + 7.000 + 10.000). Le chiffre des abonnés à la « Feuille » grimpe verticalement. L'argent nous parvient de tous côtés. A Lyon, à St-Etienne, à Rouen, à Montpellier, des meetings sont organisés. Nos camarades de Rouen font adresser à Daladier dix télégrammes par autant d'organisations. Ailleurs, comme à Béziers, ils envoient une délégation au sous-préfet et à l'U.L., etc. Des résolutions sont adoptées par plusieurs organisations syndicales. Pour faire face à toutes les nécessités — expéditions, multiples démarches, copies d'adresses, rédaction des communiqués, réunions, etc. — des volontaires, s'offrent, dont certains ne dorment pas plus que quatre heures par nuit depuis deux semaines et d'autres travaillant de nuit se mettent à notre dispositions dès leur travail terminé.

Notons que les organisations solidaires de notre action se sont spontanément inclinées devant la suprématie syndicale, prouvant — suivant les paroles de Marceau Pivert — que : le *syndicalisme peut être le centre directeur de l'action à laquelle s'associent les partis.* La *S.I.A.* n'a pas marchandé son concours. Après avoir sacrifié ses intérêts, elle nous a facilité nos tâches. Bien entendu, dès le premier jour, elle nous informait que tous les moyens étaient mis à la disposition de la défense des victimes de la répression des porteurs de torches.

Donc, réveil plein d'espérance dont les effets se poursuivent et qui doit enfin permettre aux syndicalistes de sortir de leur torpeur.

Premiers enseignements

Déjà nous tirons, les premiers enseignements :

1. L'action syndicale autonome contre la guerre, voit se dresser contre elle l'Union sacrée. Mutisme de la presse quotidienne. Sabotages multiples. Interdictions gouvernementales.

Le fait que nulle protestation ne s'est élevée du camp des démocrates accuse la « fascisation » de l'Etat républicain et aggrave la responsabilité de tous les démocrates.

Précisons que nos affiches furent lacérées par divers auteurs. Outre la police, un camarade a vu vendredi matin à 9 heures un chef cantonnier et deux balayeurs des services municipaux en déchirer une à l'angle des rues Louis-Blanc et Château-Landon. Voilà un effet inattendu de la « mobilisation des services publics ».

2. Le tract circulant dans les entreprises et dans le public devient un moyen principal de propagande. Il échappe à toute atteinte directe et rompt la politique du silence.

3. La conception centraliste qui paralyse tout le mouvement ouvrier joue contre nous dans une certaine mesure. On connaît le système : la « base » attend les directives du « sommet ». Si ce dernier n'agit pas, la base n'en fait pas davantage et accuse le sommet d'inactivité, se réservant d'ailleurs de faire la sourde oreille aux directives du sommet.

Répétons ce que nous avons déclaré sans cesse : Syndicalistes, nous basons l'action sur la libre activité de tous, sur la mise en pratique des initiatives locales, régionales. Le « Centre » n'est pas le centre de l'activité, mais un organisme de liaison et de coordination. Une action contre la guerre qui repose uniquement sur un « centre » est incapable de mener longtemps le combat. Il faut la rendre invulnérable et indissoluble par la multiplicité de ses ramifications possédant chacune un cerveau dirigeant et un organisme d'exécution.

Le Secrétariat.

N. B. — Nous tenons à protester énergiquement contre l'inculpation de « provocation de militaires à la désobéissance » qui en atteignant nos camarades Faucier, Lecoin, Fremont, Vintrigner du « Libertaire » démontre quel genre de démocratie les travailleurs sont appelés à défendre : Celle des gens en place et du Pouvoir établi.

Nous en reparlerons.

La république démocratique est la meilleure carapace possible du capitalisme.

Lénine (l'Etat et la Révolution).

La patrie, une idée indigne des travailleurs

Un manifeste de la Fédération de Madrid de la Première Internationale

La grande fête nationale de l'ancienne Espagne était celle du 2 mai, date commémorative de la journée du 2 mai 1808 où Madrid se souleva contre les troupes françaises de Napoléon, entraînant derrière elle toute l'Espagne.

*En 1870, la Fédération de Madrid de l'*Association Internationale des Travailleurs *— la Première Internationale — lançait à l'occasion du 2 mai le manifeste qu'on va lire, dont Benoît Malon déclarait peu après qu'il « formulait admirablement les idées de* toute *l'Internationale ».*

On verra, en le lisant, combien les Deuxième et Troisième Internationales ont régressé par rapport à leur devancière.

Ouvriers!

Nous ne célébrerons pas la fête du Deux-Mai.

Quand tous les ouvriers du monde se tendent fraternellement la main à travers les continents et les mers, célébrer des fêtes patriotiques, célébrer ce qui est la cause éternelle de notre désunion, serait un véritable crime.

Le patriotisme est une idée qui tend à séparer les peuples entre eux et à raviver constamment les haines créées par les tyrans et les exploiteurs.

La patrie est une idée mesquine, indigne de l'intelligence robuste de la classe des travailleurs. La patrie de l'ouvrier, c'est l'atelier, et l'atelier des fils du travail c'est le monde entier.

Quand la terre gisait sous l'ombre épaisse de l'arbre de la barbarie et de l'ignorance, l'idée de la patrie était l'astre lumineux qui de temps en temps jetait une clarté au sein de ses profondes ténèbres. Mais aujourd'hui, à l'époque des idées internationales, la patrie n'a plus de raison d'être.

Le patriotisme a accompli sa mission; qu'il descende en paix dans le panthéon destiné aux idées du passé.

Depuis le temps où les tribus sauvages et vagabondes de la montagne, dans l'enfance de l'humanité, descendaient dans la plaine pour dévaster les moissons des tribus laborieuses des agriculteurs, jusqu'à nos jours, on a vu se succéder les luttes héroïques, les actions mémorables, comme le combat des Thermopyles, la bataille de Roncevaux, le Deux-Mai, et tant d'autres événements où les vainqueurs de la veille deviennent les vaincus du lendemain. Quelle est la nation, la province, la ville, dont les habitants ne puissent célébrer un triomphe remporté sur leurs voisins, ou pleurer une défaite ou un martyr?

Travailleurs! ne fêtez pas le Deux-Mai, car il pourrait arriver qu'au pied de ces tombes vénérées, couvertes de lauriers et d'immortelles, se lèvent menaçants les spectres ensanglantés de la race américaine sacrifiée, détruite inhumainement sous prétexte de civilisation par nos ancêtres, les conquérants du Nouveau-Monde!

Ne fêtez pas le Deux-Mai, car il pourrait arriver qu'autour de ces gigantesques cyprès vous rencontriez errantes les victimes que le fanatisme de nos pères a sacrifiées dans les Pays-Bas et dans la conquête de l'Italie!

Ne fêtez pas le Deux-Mai, comme voudraient vous y pousser nos exploiteurs, parce que vous iriez vous enivrer de haine patriotique contre nos frères français, qui sont étrangers dans leur propre patrie comme nous le sommes dans la nôtre, par suite de la mauvaise organisation de la société actuelle!

Nos frères français ne sont pas responsables des victimes immolées par les plans d'un homme audacieux et cruel, qui a traversé l'Europe comme un météore de feu, ne laissant derrière lui que du sang et des larmes.

Tous les habitants de cette planète qui roule dans l'espace infini au milieu d'un nombre incommensurable de mondes, sont frères. Toutes les idées contraires à la *liberté*, à l'*égalité*, à la *fraternité* entre les hommes sont injustes.

Le patriotisme est contraire à la fraternité des peuples : le patriotisme est injuste.

ENTRE NOUS

Encouragements et suggestions

FARSY (Pas-de-Calais) avec sa souscription :

« Nous, lecteurs de cette excellente revue, nous devons faire un grand effort pour la souscription librement consentie. »

Mlle DECROIX (Seine-Inférieure) :

« Pour aider la *R.P.* qui ne doit pas disparaître. Félicitations pour les articles de Ciliga et de Louzon du n° du 10 septembre. »

WEBER (Seine-et-Oise) :

« La *R.P.*, excellent instrument de débourrage de crâne, plus que jamais indispensable. »

LAPASSADE (Basses-Pyrénées) :

« Plus que jamais je suis en accord avec les idées que vous défendez si loyalement. »

LAGAIN (Côtes-du-Nord) :

« Ce serait un désastre pour le pacifisme et pour le syndicalisme que la disparition de notre noyau de la *R.P.*

« Pourquoi ne pas demander une cotisation mensuelle en sus de leur abonnement aux « amis de la *R.P.* » ? Nous nous engagerions à verser 5 ou 10 frs suivant nos possibilités.

« En début de mois, tu nous enverrais un chèque postal qui nous rappellerait notre engagement. — Ci-joint 10 frs pour la souscription. »

BAVOUX (Saône-et-Loire) :

« Après lecture de votre cri d'alarme du n° 278, j'y réponds de mon mieux en vous adressant 2 abonnements de 6 mois pour moi-même et un jeune camarade.

« Comme ces nombreux lecteurs dont vous parlez, je crains qu'une augmentation de la revue ne gêne à sa diffusion et pense qu'il ne faut en venir là qu'à la toute dernière extrémité; si chaque lecteur faisait un effort je pense que le tirage pourrait augmenter notablement et mieux équilibrer notre budget.

Le gérant : M. CHAMBELLAND. Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e)

J. B. GIAUFFRET

La Nouvelle Aventure

◆



Une enfance prolétarienne

●

Quelle fraîcheur d'accent et aussi quelle humanité! Quel talent robuste et sain!

Claire-Charles Géniaux
(Radio-Côte d'Azur)

Editions de la Fenêtre Ouverte

36, RUE ERNEST-RENAN — ISSY-LES-MOULINEAUX

1 volume franco 15 francs. — C. C. P. 662-94, Paris, René Bonissel

SOUS PRESSE : Printemps

(en souscription 12 francs)

CIVILISATION NOUVELLE

Revue de synthèse
10, RUE DE ROME, PARIS (8e)

« Effort de synthèse pour la recherche du point de convergence de l'intelligence et de l'action, CIVILISATION NOUVELLE se propose de définir les voies d'une édification sociale équilibrée où l'homme puisse retrouver une culture vivante et cohérente. »

AU SOMMAIRE DU No 2 :

Un inédit de Stendhal contre l'Académie ;
Science et culture, par J. Hadamard ;
Liberté et autorité, par Pierre Duroc ;
Peut-on construire une philosophie de l'histoire?, par Pierre Angel ;
Les procès de Moscou, par A. Rosmer ;
L'Echec de la révolution espagnole, par Yves Lévy ;
Et de nombreuses études sociologiques, littéraires, économiques et critiques.

LE NUMERO : 12 FRANCS. — ABONNEMENTS : 45 FRANCS

Compte chèques postaux : Paris 1.048.14. — **Spécimen gratuit sur demande**